

La sécurité du Canada est en jeu et nous avons, certes, acquis le droit d'être entendus, en temps de paix comme en temps de guerre. Rappelons, en effet, que, si nous n'avons absolument été pour rien dans le déclenchement des deux guerres mondiales; des milliers de Canadiens ont combattu et sont morts durant ces conflits; et que nous avons contribué à la reconstruction du monde après la guerre : nous étions à Bretton Woods lorsque fut établie la Banque mondiale; nous étions à Dumbarton Oaks et à San Francisco lorsque l'ONU (Organisation des Nations unies) fut créée.

Nous avons prôné l'adhésion de tous les pays aux Nations unies à une époque où cela n'était pas toujours bien vu. Qu'on se souvienne du rôle joué par le premier ministre Diefenbaker pour favoriser l'adhésion de Cuba. Ou de l'appui de MM. St. Laurent et Pearson, qui a permis à de nombreux États indépendants d'entrer à l'ONU. Ou encore du rôle joué par mon gouvernement en faveur de la reconnaissance de la République populaire de Chine et de son accession au Conseil de sécurité de l'ONU.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le Canada était l'un des rares pays à posséder la technologie et les ressources nécessaires à la construction des armes nucléaires. Mais nous avons vu ces terribles engins à l'œuvre et savions ce dont ils étaient capables. Tous les gouvernements qui suivirent renoncèrent donc à l'option nucléaire et mirent les compétences canadiennes au service de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Et au lieu de nous doter d'une force nucléaire nationale, nous nous sommes joints à des organisations de sécurité collective telles que l'ONU, l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) et NORAD (Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord).

Le Canada est un fidèle partenaire de chacune de ces organisations. Nous avons joué un rôle de premier plan dans les initiatives de l'ONU visant à l'établissement et au maintien de la paix au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique. Au sein de l'OTAN, nous sommes l'un des rares pays à maintenir en permanence des forces à l'extérieur de nos frontières. Au sein du NORAD, nous fournissons une chose qui n'a pas de prix : notre espace aérien. Les États-Unis peuvent établir leur propre système de défense en sachant que les 4 000 kilomètres situés au nord de leur frontière sont occupés par un allié sûr.

Nous ne badinons pas avec nos engagements. Nous avons remplacé nos avions de patrouille maritime par les appareils les plus perfectionnés au monde. Nos brigades armées sont maintenant équipées d'un char d'assaut capable de hautes performances, le Léopard. Nous sommes en train de nous doter d'avions tactiques et d'avions d'interception des plus modernes. Nous avons mis sur pied un programme concernant l'acquisition de nouvelles frégates. Tout cet équipement, le plus perfectionné qui soit, est destiné à des fins défensives.

En 1969, nous avons décidé qu'il n'était plus approprié que nos forces armées soient équipées d'armes nucléaires. Nous avons alors annoncé notre intention de nous en départir graduellement et aussi rapidement que la nécessité de les remplacer le permettrait, mais tout en respectant nos engagements envers nos alliés. Dès 1970, nous n'avions plus de roquettes sol-sol *Honest John* en Europe. Et, dès 1972, nous avons achevé la conversion de nos avions basés en Europe pour les faire servir en cas d'offensive non plus nucléaire mais classique.